

J.A. 1820 MONTREUX 1

N° 11
28 MAI 1971
PRIX: FR. 0.60

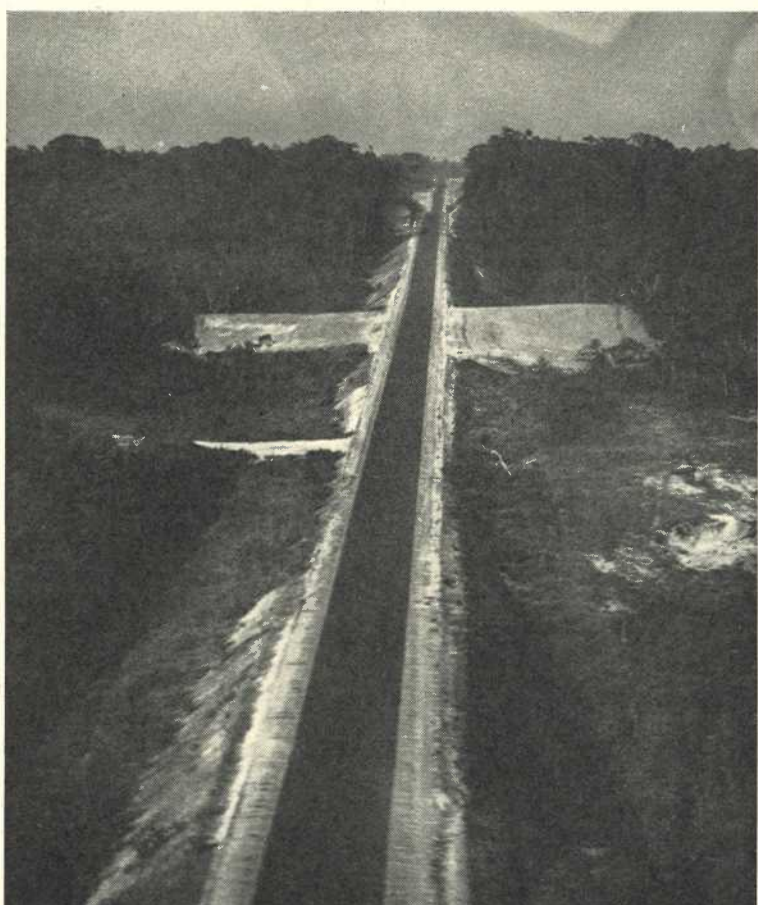
TRIBUNE DE CAUX

Réalités
brésiliennes



São Paulo et ses gratte-ciel.

Photos Agencia Nacional



Ci-contre : les bulldozers ont eu raison de la jungle brésilienne.

***Où en est
le Tyrol du Sud ?***

de notre envoyé particulier

L'Europe et « le grand large »

LES mois de juin et juillet vont être cruciaux pour l'avenir de l'Europe. Après les entretiens Heath-Pompidou, le calendrier des négociations qui vont se dérouler à Luxembourg est chargé. Selon certaines sources, M. Heath espère en effet, d'ici juillet, être en possession de propositions acceptables afin d'obtenir un vote favorable des Communes avant les vacances parlementaires.

C'est donc surtout au sein de l'opinion publique anglaise que le débat va être le plus vigoureux. La lecture des grands journaux dominicaux, au lendemain de la rencontre au sommet de Paris, « annonce la couleur ».

Ainsi le « Sunday Express », qui n'a jamais caché son opposition irréductible à l'adhésion britannique au Marché commun, insiste auprès du premier ministre sur le fait qu'avant d'engager son pays, il devrait, soit demander la dissolution des Communes et prévoir une campagne électorale sur le thème de l'adhésion, soit organiser un référendum. Et l'éditorial de conclure : « Si M. Heath ne s'engage pas sur l'une de ces voies, disons-lui clairement que ses fidèles amis d'aujourd'hui seront demain ses ennemis non moins fidèles et persistants ».

Le « Sunday Telegraph », de tendance conservatrice, fait entendre un autre son de cloche. Sous le titre « M. Heath dans le courant de l'Histoire », Peregrine Worsthorne, un journaliste réputé, rappelle qu'à l'instar de beaucoup d'Anglais, il était des plus réservés au sujet de l'adhésion britannique. Après la rencontre de Paris, note-t-il, il con-

vient cependant de se rappeler que la Grande-Bretagne, depuis dix ans, frappe à la porte du Marché commun. « Quelle perspective tragique c'eût été, écrit-il, si les deux hommes d'Etat s'étaient vus obligés de dire à la face du monde que leurs pays avaient des vues irréconciliables sur l'avenir de l'Europe... et si nos deux grandes nations s'étaient engagées à nouveau dans la voie d'une rivalité stérile. » Après avoir souligné que la faiblesse des opposants à l'adhésion britannique vient de ce qu'ils n'ont aucune alternative à proposer, il conclut : « Comme nous ne pouvons plus faire marche arrière sans désastre, allons de l'avant dans l'unité ».

Souhaitons que le débat qui s'ouvre en Grande-Bretagne se situe au niveau où il doit l'être. Dans le flot des discours déjà prononcés des deux côtés de la Manche, on a pu entendre quelques paroles malheureuses. En particulier, nous ne voyons pas pourquoi on voudrait absolument que la Grande-Bretagne ait à choisir entre « le grand large et l'Europe ». C'est un problème dépassé. A l'heure où le Vieux Continent devient un ensemble cohérent, n'appartient-il pas plutôt à l'Europe entière de se poser des questions sur sa destinée mondiale ? L'Europe ne se fera certainement pas si elle devait constituer un but en soi, encore moins si elle devenait une association économique repliée sur elle-même. Il est urgent de penser au contenu de la civilisation que l'Europe de demain devrait incarner aux yeux des autres continents. Les Anglais auront certainement beaucoup de choses à dire sur ce sujet.

D. M.

par Jean-Jacques Odier de retour de Bolzano

EN novembre 1969, les Sud-Tyroliens d'expression allemande acceptaient, par la voix du parti qui représente leurs intérêts, le « paquet » de 22 propositions du Gouvernement de Rome garantissant l'élargissement de leurs droits. Intervenant après beaucoup de tergiversations, cette décision, dont nous avons rendu compte dans nos colonnes (N° 24, du 5 décembre 1969) annonçait le dénouement d'un litige qui avait empoisonné pendant cinquante ans les relations entre communautés du Sud-Tyrol comme entre l'Italie et l'Autriche.

Les propositions italiennes prévoyaient une période de transition de quatre ans permettant la mise en œuvre des dispositions prévues.

Dix-huit mois après l'accord sur le « paquet », où en est le Sud-Tyrol ?

Un peu d'histoire pour comprendre le présent

Pour apprécier l'évolution intervenue, il faut rappeler quelques données historiques. Le démembrement de l'empire austro-hongrois avait apporté à l'Italie la région composée des deux provinces actuelles du Haut-Adige (Sud-Tyrol) et du Trentin. Sous le régime fasciste, la population germanophone, assimilée de force, avait au fil des années senti monter en elle un esprit de résistance toujours plus résolu. Après la guerre, l'Italie allait desserrer son étau, mais l'accord intervenu en 1948 à Paris entre l'Italie et l'Autriche ne devait pas satisfaire les Sud-Tyroliens, car les mesures de décentralisation qu'il consentait bénéficiaient à l'ensemble de la région, c'est-à-dire au Haut-Adige, avec sa population à majorité germanophone, et au Trentin, de langue italienne. Ainsi la communauté d'expression allemande se retrouvait minoritaire malgré tout.

Au cours des années 1960, la disparité des droits n'ayant aucunement diminué, le courant autonomiste se fit plus dur parmi les Sud-Tyroliens, allant parfois jusqu'aux actes de sabotage et aux attentats.

Les extrémistes ne purent cependant empêcher le Parti populaire sud-tyrolien d'accueillir favorablement les propositions italiennes contenues dans le « paquet » et qui transféraient aux deux provinces une grande partie des pouvoirs de la région, donnant ainsi à la population germanophone du Haut-Adige un statut majoritaire.

Le rôle de Caux

La venue de plusieurs délégations des deux groupes ethniques du Sud-Tyrol à Caux ne fut d'ailleurs pas étrangère à l'évolution qui aboutit à l'accord de 1969. C'est ce que rappelait le 9 de ce mois le quotidien *Il Giorno* dans sa page de Bolzano : « Comme on se le rappellera, pouvait-on lire, notre province est liée au Réarmement moral par l'aide que

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours
Publié par Editions

Théâtre et Films de Caux S.A.

Rédaction, administration, publicité :

Case postale 3, 1211 Genève 20

Tél. (022) 33 09 20 CCP 10 - 253 66

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—

Autres pays Fr. 18.—

France F 20.—

à verser au CCP 73, Lyon,
Société Générale, Annemasse

Prix spécial pour étudiants :

Suisse Fr. 9.—

France F 10.—

Rédacteurs responsables :

Daniel Mottu, Paul-Emile Dentan
Imprimerie Corbaz S.A., Montreux



Garage de Bergère

J. L. HERZIG

1800 Vevey

Tél. 51 02 55

Le Tyrol du Sud après dix-huit mois d'un statut de plus grande autonomie

le mouvement a apportée à des hommes politiques des deux groupes ethniques à l'occasion de rencontres à Caux. De ces rencontres a surgi l'esprit nouveau qui a rendu possible une solution plus efficace des problèmes du Haut-Adige. »

Le clivage s'est déplacé

En arrivant à Bolzano, il y a quinze jours, pour rejoindre le groupe international du Réarmement moral qui y était invité, à son retour d'Asie, par des dirigeants des deux communautés, j'ai pu observer que la situation continue à évoluer favorablement. Personne n'affirmera bien sûr que tous les problèmes sont résolus, mais la tension entre les deux communautés a manifestement fait place, dans les milieux dirigeants en premier lieu, mais aussi parmi la population, à la volonté de vivre ensemble. Le clivage s'est en quelque sorte déplacé en ce sens que c'est au sein même de chaque communauté que les oppositions se cristallisent.

Du côté italien, le contre-courant revêt un caractère plutôt nationaliste et il est notamment à l'origine d'une crise qui ébranlait le Conseil municipal de Bolzano au moment où arrivait la délégation du Réarmement moral. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le maire, M. Bolognini, a tenu à faire venir les visiteurs jusque dans la salle du conseil et à établir un contact direct entre eux et les conseillers municipaux.

Parmi les germanophones, d'autre part, ceux qui ont voté contre le « paquet » maintiennent toujours leurs positions, conservant une certaine méfiance à l'égard de leurs compatriotes d'expression italienne dont ils craignent qu'ils n'envahissent de plus en plus la province. Il faut noter à ce propos que la ville de Bolzano est elle-même à 80 pour cent italienne.

La virulence de cette opposition est dirigée notamment contre la politique de M. Magnago, chef du parti germanophone et président du gouvernement provincial. Cela n'a cependant pas empêché le sénateur Brugger, un des représentants du courant minoritaire, de figurer avec M. Magnago au comité d'honneur qui a invité la délégation du Réarmement moral à Bolzano. Si les positions demeurent parfois tranchées entre les groupes, la bonne volonté et l'estime réciproque ne semblent pas manquer et cela est important.

De l'esprit et des lois

J'ai été d'ailleurs frappé, lors des réunions de la conférence convoquée à Bolzano à l'occasion de la visite du groupe international, d'entendre M. Magnago et le sénateur Brugger déclarer tous deux, dans des termes presque identiques, que si les lois pouvaient aider à la solution des problèmes de la région, il fallait aussi et surtout que règne un esprit de respect et de confiance. Le sénateur Brugger a exprimé aussi sa certitude que cet esprit deviendrait une réalité dans la

province et que le Tyrol du Sud pourrait alors le transmettre à d'autres groupes ethniques à travers le monde.

Dans ce climat de confiance, l'application des dispositions de l'accord de 1969 se déroule normalement. Comme tout visiteur à Bolzano peut le constater, l'allemand est maintenant admis au même titre que l'italien comme langue officielle. Les discriminations dans les services publics sont en voie de disparition. On m'a cité le cas d'une société d'assurances d'Etat qui ne comprenait il y a deux ans que des italophones dans son personnel et qui maintenant comprend un nombre égal d'employés des deux communautés. Parmi les carabinieri, qui avaient pratiqué auparavant une politique de recrutement nettement partielle, des instructions précises ont été reçues de Rome pour que soit mis fin à cette injustice. Les carabinieri de langue allemande ne peuvent notamment plus être mutés sans leur consentement dans d'autres régions du pays.

Un épineux problème résolu

Un autre problème est enfin en voie de solution, celui des nombreux Sud-Tyroliens qui, au début de la guerre, avaient opté pour le Reich, puis qui sont revenus dans la province par la suite mais n'avaient pas jusqu'en 1969 réussi à obtenir la nationalité italienne. Des milliers d'entre eux l'ont maintenant obtenue, les autorités italiennes ayant perdu leur crainte de la population de langue allemande.

Un autre facteur joue dans le sens de l'harmonie entre les deux communautés : l'esprit de la jeune génération. Celle-ci se sent en effet moins impliquée affectivement dans les dissensions du passé. Un exemple

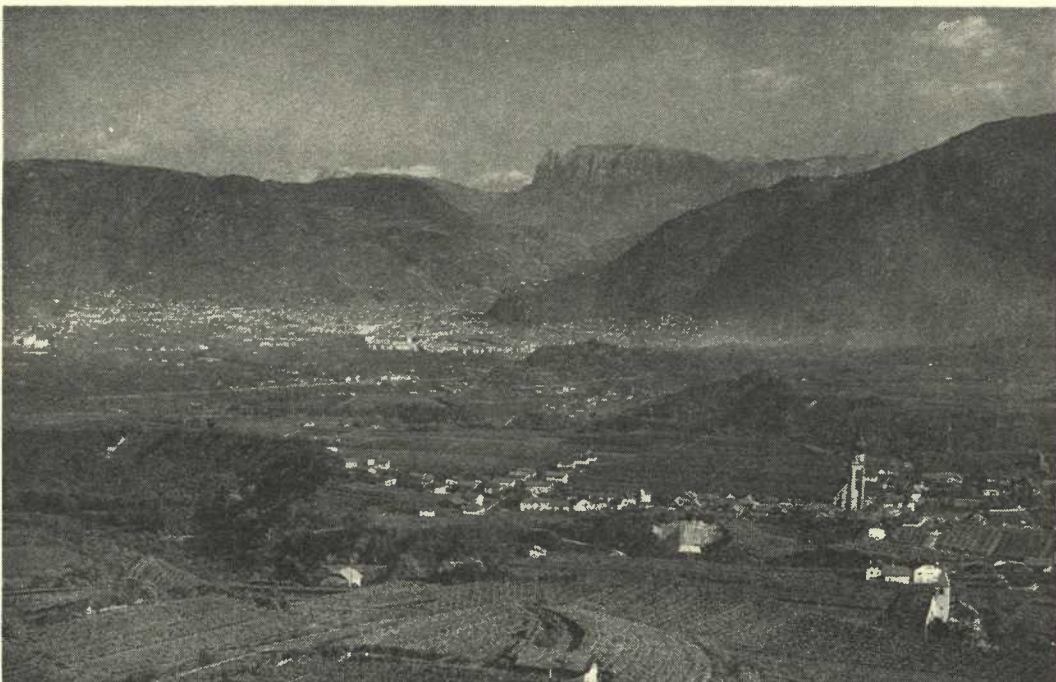
pratique de ces meilleures dispositions nous a été donné d'ailleurs lors de la soirée organisée à Bolzano avant le départ de la délégation du Réarmement moral. Devant trois cents personnes, cinq lycéens et lycéennes d'expression allemande ont pris la parole pour dire les changements qui s'étaient opérés en eux au contact de la troupe internationale. Or, ils se sont spontanément offert pour se traduire les uns les autres en italien au bénéfice des auditeurs de l'autre communauté.

Un dernier point me paraît significatif pour l'avenir du Haut-Adige, comme pour l'Europe en général. Des Irlandais du Nord, catholiques et protestants, sont venus à Bolzano à l'invitation des Sud-Tyroliens. Ils ont publiquement remercié le sénateur Brugger et le député Mitterdorfer d'être venus l'année dernière à Belfast en mission de bonne volonté. Ainsi, entre ces deux contrées où des communautés diverses doivent apprendre à vivre ensemble, une volonté d'entraide se dessine, contrastant avec l'esprit catégoriel et sectaire dans lequel se sont rencontrés à d'autres occasions les représentants de certaines minorités en Europe.

Les Irlandais du Nord ont apporté avec eux des messages de cordialité que leur avaient remis M. David Blakley, ministre des relations entre communautés du Gouvernement d'Ulster, et Sir Robert Porter, ancien ministre de l'intérieur. Tous deux exprimaient leur gratitude pour la visite de MM. Brugger et Mitterdorfer à Belfast et pour l'esprit de réconciliation dont ils avaient témoigné.

Dans deux ans et demi, les communautés du Haut-Adige, l'Italie et l'Autriche devront se prononcer définitivement sur les effets de l'autonomie accordée au Haut-Adige. Mais, dès à présent, le pari de la confiance semble être gagné.

Jean-Jacques Odier.



Vue générale de Bolzano, au Tyrol du Sud.

Photo Channer

Brésil 1971: ombres et lumières

Daniel Mottu et François Maunoir viennent de passer un mois au Brésil, pays qu'ils connaissent bien pour y avoir vécu auparavant. Invités à participer à une conférence du Réarmement moral qui se tenait pendant les journées de Pâques près de Rio de Janeiro, ils y ont trouvé entre autres quelques-uns des dockers connus internationalement par leur film Hommes du Brésil; l'un d'eux était venu de Recife, voyageant quarante heures en autobus!

Parmi la centaine de participants, on notait aussi des dirigeants des « favellas », des commerçants, des jeunes en grand nombre.

Après ces journées, nos deux amis suisses ont séjourné successivement à Rio de Janeiro, Brasília, São Paulo et Santos. Daniel Mottu retrace ici les impressions que lui a laissées le Brésil, où il n'était plus retourné depuis 1962.

POUR beaucoup de gens, le Brésil d'aujourd'hui se réduit à un ou deux noms fameux — Pélé, Dom Helder Camara — et à un mélange d'images où se confondent dictature, torture, favellas, café, football.

Ne voir que cet aspect-là du Brésil serait aussi superficiel et malveillant que si un observateur étranger définissait la Suisse comme le pays du chocolat, du secret bancaire et de l'exploitation des travailleurs étrangers, peuplé de Schwarzenbach et de Bührle*...

Je ne pouvais m'empêcher de penser à cela en parcourant à nouveau cet immense pays qui est en fait un continent.

Il existe aujourd'hui une ambiance toute spéciale au Brésil, que l'on pourrait placer sous le signe d'un mot : développement. J'ai rencontré des industriels dans leurs bureaux, des ouvriers dans leurs modestes demeures, voire dans les favellas. Le son de cloche est partout le même : les Brésiliens sont convaincus qu'il est possible de faire de leur pays une grande nation moderne. Chez certains, c'est presque une mystique.

Ce faisant, ils ne sont pas exempts d'un certain nationalisme qu'est venu alimenter leur victoire au championnat du monde de football à Mexico l'an passé — et que renforce à l'occasion les coups de griffe de la presse étrangère. Dans la course au développement, les Brésiliens ont opté pour la voie occidentale : pour une économie libérale dans le cadre d'une rigoureuse planification. Ils sont conscients qu'ailleurs, au Pérou, au Chili, à Cuba, d'autres processus sont appliqués en vue d'atteindre le même objectif. Ils sont convaincus que leur choix est le meilleur — et pour l'instant les faits leur donnent raison. Le taux de croissance du produit intérieur brut est de 9%, ce qui place le Brésil en deuxième position dans le monde, derrière le Japon. S'il était maintenu pendant une décennie, disent les économistes, la production brésilienne doublerait et le revenu par tête d'habitant augmenterait de 50%. C'est un pari audacieux — mais rien moins que cela n'intéresse les Brésiliens.

Le « décollage industriel » dans le secteur des industries de base a permis au Brésil de

multiplier ses exportations et le café, par exemple, qui en constituait autrefois l'essentiel, n'en représente plus maintenant que le 36%. Ainsi, le Brésil est l'un des premiers pays tributaires d'un produit de base qui, constatant qu'il n'en tirerait jamais assez de quoi financer son développement, a pu et su diversifier ses exportations : produits manufacturés, coton, minerais, cacao, sucre — dans cet ordre — ont contribué à faire passer celles-ci de 1,3 milliard de dollars en 1964 à 2,7 en 1970.

L'épargne progresse

La population bénéficie-t-elle de cet essor ? Il est difficile de répondre à cette question dans un pays qui connaît un taux de natalité de 2,8%, ce qui signifie entre autres que chaque année, un million de nouveaux Brésiliens sont en quête d'un emploi. Les signes extérieurs de progrès sont cependant marquants : celui du logement par exemple. S'il reste encore de nombreuses favellas à Rio de Janeiro (230, selon une récente enquête du gouvernement, avec une population approximative de 750 000 habitants), quelques unes, et non des moindres, ont disparu. D'immenses nouveaux quartiers s'élèvent aujourd'hui dans la banlieue des grandes villes : ce sont les immeubles ou maisonnettes construits à un rythme accéléré dans le cadre d'un vaste programme dont l'élément moteur est le « Banco Nacional de Habitação », qui le finance. Alors que l'épargne était quasi inexistante dans le passé, en raison de l'inflation galopante, dès 1966, « l'épargne-logement » faisait son apparition, canalisant vers l'habitat des sommes considérables, ce qui est nouveau.

Fiscalité plus équitable

Autre signe des temps, qui va dans la même direction : il y a quelques années encore, les Brésiliens plaçaient leurs économies dans l'achat de terrains, petits ou grands. Aujourd'hui, tous ceux qui peuvent mettre quelque chose de côté investissent dans des fonds de placements des valeurs industrielles. Les bourses de Rio et São Paulo connaissent un boom retentissant. Certes, dans un pays qui n'a pas les reins aussi solides que les États-Unis ou l'Europe occidentale, on tremble à l'idée de ce qui se passerait si les Cornfeld

de ce monde venaient à y sévir. Mais le gouvernement y veille !

En cette fin d'avril, j'ai vu partout des Brésiliens en train de remplir leurs déclarations d'impôts. Les banques avaient dû ouvrir des guichets spéciaux et des bureaux d'information fonctionnaient jusque dans les rues. Cela aussi, c'est un changement. En 1968, il n'y avait eu encore que 584 000 déclarations pour l'ensemble du pays. Depuis, une réforme fiscale, visant à répartir plus équitablement les charges et à faire payer l'impôt à de nombreux Brésiliens qui avaient réussi jusque là à passer à travers les mailles du filet, a catapulté ce nombre, l'année suivante, à 4 276 000. L'opération, bien menée psychologiquement parlant, semble avoir réussi.

A titre d'information, en 1969, dans l'Etat de Guanabara (Rio de Janeiro), qui compte 6 millions d'habitants, sur un total de 570 000 déclarations, la moitié seulement des assujettis eut finalement à payer un impôt.

Toutes ces VW!

Autre signe extérieur de progrès : ces voitures « made in Brazil » qui sillonnent les rues, alors qu'il y a quelques années encore, elles étaient presque toutes importées. Volkswagen joue un rôle de premier plan dans ce domaine. En 1969, sur un total de 352 192 véhicules à moteur sortis des usines brésiliennes, on comptait 236 893 autos dont 143 000 Volkswagen ; ces chiffres ont fortement augmenté en 1970 et Volkswagen s'organise pour produire 1000 véhicules par jour.

De nouveaux courants humains

Et puis, il y a Brasília... La nouvelle capitale fonctionne maintenant normalement et la poussière rouge que connurent ses premiers habitants a presque disparu. La population du district fédéral s'élève aujourd'hui à 540 000 habitants. Mais l'important, au sujet de cette ville neuve si intéressante du point de vue architectural, c'est que sa construction a permis au Brésil de faire un pas important vers le développement de l'ensemble du territoire national. Car le fait majeur du Brésil, celui qui symbolise encore son état de sous-développement, s'inscrit dans ces chiffres : le trois-quarts de sa population de 93 millions d'habitants est encore concentrée dans une bande de littoral de 300 km. de largeur. En construisant la capitale à 900 km. à l'intérieur, puis en la reliant par la route aux régions les plus reculées du pays (y compris à l'Amazonie), on a voulu créer un nouveau courant d'échanges humains et économiques.

Enfin, l'un des faits les plus marquants me paraît être la volonté de promotion humaine qui semble animer les Brésiliens. Il est émouvant en particulier de voir tant d'adultes aller ou retourner à l'école, les analphabètes pour apprendre à lire ou écrire, les autres

* Pour nos lecteurs étrangers, rappelons que M. Schwarzenbach est l'auteur d'une initiative, repoussée par le peuple, limitant le nombre de travailleurs étrangers en Suisse. Quant à M. Bührle, il a été récemment jugé pour exportation illicite d'armes.

pour se perfectionner. J'ai rencontré à la Vila Portuaria de Rio de Janeiro, où habitent des centaines de familles de dockers, des mères dans la quarantaine qui vont à l'école tous les soirs de 8 h. à 11 h. pour y suivre un programme d'enseignement secondaire. Et ce n'est pas là un fait isolé : les Brésiliens veulent grandir en même temps que leur pays se développe.

Maîtriseront-ils l'inflation ?

Pourtant, les ombres ne manquent pas au tableau.

Sur le plan économique, l'inflation, bien qu'en forte diminution, reste élevée. Rappelons qu'en 1964, année de la Révolution militaire, elle s'élevait à 86,6 %. Elle descendit progressivement jusqu'à 20 %. Le président

C'est en pensant à eux que le président a déclaré devant le pays, non sans courage : « L'économie du Brésil se porte peut-être bien, mais on ne peut pas en dire autant de la majorité des Brésiliens. »

Que pense au juste cette majorité ? Il est assez difficile de le savoir. Après 1964, les syndicats ont été expurgés et certains sont encore fermés. La plupart fonctionnent de nouveau normalement et quelques-uns des dirigeants ne manquent pas de mordant. Un jeune ouvrier m'a pourtant dit son inquiétude : dans le temps, me faisait-il remarquer, le syndicat était l'endroit où tout pouvait se discuter. Maintenant, ce n'est plus le cas. Le résultat en est, selon lui, que chacun vit replié sur lui-même, et « ronchon » contre les bas salaires, le coût élevé des transports et leur mauvaise qualité. C'est une situation malsaine et dangereuse.

Beaucoup plus de gens que je ne l'imaginai étaient prêts à parler des tristes événements qui ont suscité l'émotion que l'on sait en Europe. On ne nie pas au Brésil que des sévices, sinon des tortures, ont été infligés à des prisonniers politiques tombés entre les mains de la police. On reproche à la presse étrangère — à juste titre sans doute — d'en avoir exagéré la portée. On donne des explications, qui ne sont pas très convaincantes. J'ai pu constater cependant que de nombreux Brésiliens étaient préoccupés de cet état de choses et des critiques acerbes qu'il vaut à leur pays. De là à ce que le gouvernement agisse pour reprendre en mains la police, il y a un pas à franchir qui, il faut l'espérer, le sera promptement.

Des Suisses et des Brésiliens

C'est sur de tels points qu'apparaissent, à mon avis, les limites et les contradictions du Brésil d'aujourd'hui. On y met en avant les aspects positifs — incontestables — de ce qui s'y est fait ces dernières années. Y est-on prêt cependant à faire face à la réalité dans son ensemble ?

Pour en revenir à la Suisse, c'est un peu comme si je n'en présentais que le bilan favorable, sans faire face aux points faibles du caractère helvétique. Schwarzenbach et Bührle ne sont peut-être pas toute la Suisse ; ils en sont un aspect que je ne puis ignorer. A ce propos, l'un des plus grands industriels de São Paulo, ancien élève du Poly de Zurich et très au courant des affaires de notre pays, m'a dit en passant combien les difficultés que nous avons avec les Italiens ne l'étonnaient nullement ; il avait lui-même souffert, m'a-t-il dit sans amertume, du « racisme » d'un de ses professeurs qui portait pourtant l'un des plus grands noms de notre pays...

Où est la « crédibilité » d'une nation ?

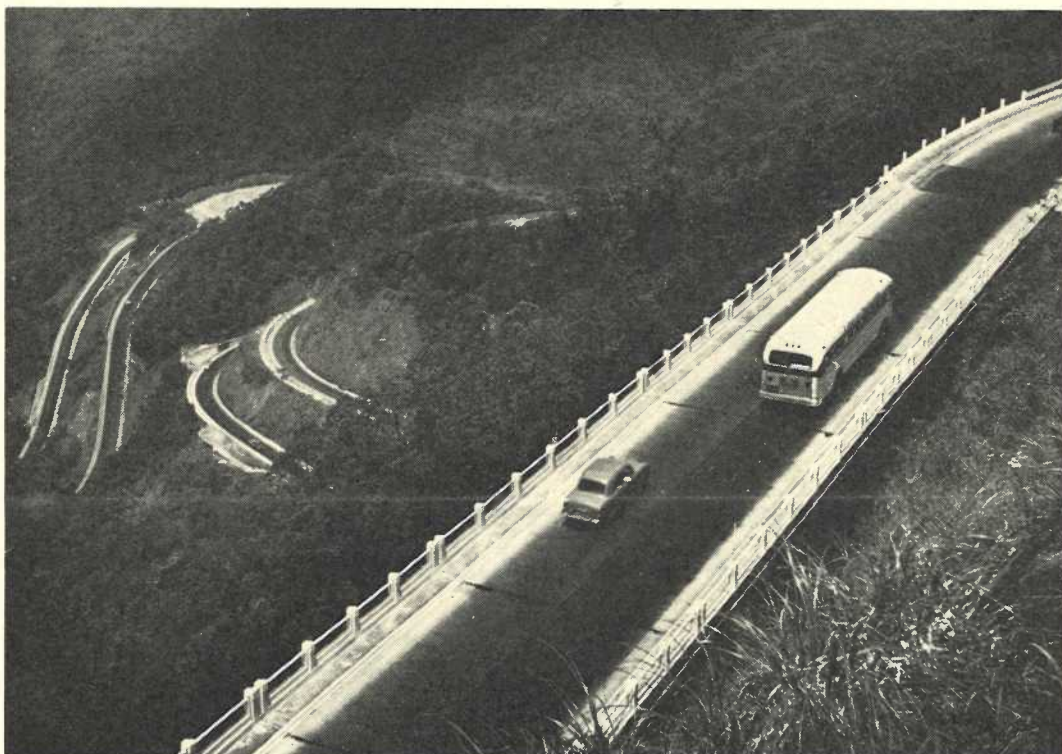
Le Brésil d'aujourd'hui serait sans doute beaucoup plus « crédible » aux yeux du reste de l'Amérique latine et du monde s'il mettait autant l'accent sur le développement de la « nouvelle société » qu'il entend y construire que sur la construction de nouvelles routes, de nouvelles usines, de nouvelles maisons — aussi nécessaire que soient toutes ces choses.

Américains et Soviétiques ont rivalisé de zèle, ces deux dernières décennies, pour convaincre le monde de la supériorité de leur système ; les uns ont mis l'accent sur leur étonnante capacité de production industrielle, les autres sur leurs prouesses technologiques. Mais les peuples savent heureusement regarder au-delà de ces résultats et s'interrogent sur le style de vie d'une nation. N'est-ce pas d'ailleurs ce que l'Europe occidentale est en train de découvrir ?

C'est un défi semblable qui se présente au Brésil. Développer le potentiel économique d'une nation, c'est développer ses muscles. S'assurer que le cœur et l'esprit ne s'atrophient pas, mais s'élargissent sans cesse, c'est développer le potentiel idéologique de cette nation.

De la façon dont s'opérera cette synthèse pourrait bien dépendre l'avenir du Brésil.

D. Mottu.



La double autoroute qui conduit du port de Santos à São Paulo, situé à 1000 m. d'altitude.

a fixé pour objectif à ses ministres de la ramener à 10 % par an. Pendant que j'étais à Rio de Janeiro, on s'alarmait de voir l'indice des prix pour le premier trimestre de 1971 atteindre 7,1 %, ce qui montrait que la bataille n'était pas encore gagnée. Certes, les industriels et les hommes d'affaires se sont « habitués » à cet état de choses et ils sourient avec condescendance devant les difficultés que connaît l'Europe dans ce domaine. Les contrats, baux, opérations de crédit, salaires, connaissent une clause de « correction monétaire » qui tient compte de l'inflation tout comme le font les régulières dévaluations du cruzeiro.

Mais, chacun le reconnaît, les petits salariés ont passé par des années difficiles et comme toujours, ce sont eux qui souffrent le plus de l'inflation. Pour remédier, au moins partiellement, à cette situation, le gouvernement exerce un contrôle sévère sur les prix des denrées essentielles (riz, feijão, café, sucre). On se demande néanmoins comment les millions de Brésiliens qui n'ont pour vivre que le salaire minimum, ou moins, peuvent nouer les deux bouts.

Ce problème en rejoint un autre : l'absence de vie politique réelle. Sans se faire d'illusions sur le sacrifice que cela représente pour les Brésiliens qui n'ont jamais eu trop de respect pour les parlementaires, on remarque que l'opposition est sans cesse invitée à s'en tenir à la critique des détails. Un député qui contesterait le régime en bloc ne ferait pas long feu à Brasilia.

Des limites de la critique

Dans cette situation, l'Eglise joue un rôle considérable. Elle a adopté une position d'indépendance à l'égard du pouvoir. Elle ne s'oppose pas au gouvernement ; elle « juge sur pièces ». Quand elle estime que celui-ci commet des abus, elle le proclame hautement. Deux nouveaux archevêques viennent d'être installés aux sièges clés de Rio de Janeiro et de São Paulo. On dit grand bien des deux nouveaux titulaires, respectivement le cardinal Eugenio Salles et Mgr Paulo Evaristo Arns.

Selon l'O.I.T. « Les barrières raciales tendent à s'effriter en Afrique du Sud »

L'ÉVÉNEMENT africain de l'année s'est déjà produit : la déclaration du président de la Côte-d'Ivoire, M. Houphouët-Boigny, selon lequel la seule façon réaliste de faire changer l'Afrique du Sud dans sa politique raciale est de renouer le dialogue avec elle. Nous disons bien « réaliste », car ni les boycotts économiques, ni les condamnations de l'ONU ou des Etats africains, n'ont fait avancer d'un pouce la solution du problème. Bien au contraire, elles n'ont fait que durcir la position des Blancs. Restait le recours à la violence, que d'aucuns prônent ou soutiennent activement de leurs dollars : force est de constater que dans un conflit armé avec l'Afrique du Sud, les Etats africains n'ont aucune chance de remporter la victoire sur une armée blanche bien équipée et entraînée. A ce conflit passionnel viendrait sans aucun doute se greffer l'intervention des grandes puissances qui n'ont que trop remué déjà dans les eaux troubles du Zambèze, du Congo ou du Niger.

Reste « la » solution, celle du dialogue, que M. Houphouët-Boigny est prête à essayer jusqu'au bout « avec courage et avec foi ». Espé-

rons que les esprits éclairés d'Afrique du Sud — et il en existe, bien plus nombreux qu'on ne le croit — sauront saisir cette main tendue de l'Afrique, tournée vers l'espoir.

Or, voici que l'Organisation internationale du travail — qui va prochainement tenir à Genève sa conférence annuelle — vient de publier certains faits qui encouragent tous ceux qui croient encore en une solution pacifique du problème. Selon l'OIT, « la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en Afrique du Sud provoque un certain effritement de la barrière raciale dans presque tous les secteurs de l'économie ». Le document relève que « les employeurs sud-africains ont émis des critiques nombreuses quant aux effets perniciox de l'apartheid dans le domaine de l'industrie et des affaires, particulièrement parce que la main-d'œuvre africaine n'est pas totalement utilisée et que la productivité en souffre. Il serait certainement possible, poursuit l'OIT, de prendre des mesures pratiques pour contre-carrer les effets de l'apartheid, mesures touchant par exemple la formation et l'avancement professionnel des Africains, les salaires et les méthodes de consultation entre la direc-

tion des entreprises et le personnel africain. Des pratiques de ce genre, qui auraient au début un caractère officieux, ne seraient même pas forcément contraires à la législation en vigueur et représenteraient un modeste pas en avant ; si de nombreux employeurs les adoptaient simultanément, elles pourraient avoir une très grande valeur d'exemple.

« ... Si des initiatives de ce genre, motivées par des considérations à la fois de justice et d'intérêt bien compris, étaient prises par les organisations d'employeurs et de travailleurs sud-africains, conclut le rapport, elles pourraient jouer un rôle important pour imprimer à l'évolution de la situation en Afrique du Sud cet élan sans lequel il n'y aura pas de solution pacifique. »

Qu'on nous pardonne cette longue citation ; nous avons simplement voulu permettre à nos lecteurs de se convaincre que le « réalisme africain », ajouté au « réalisme blanc », ajoutés à la foi, au courage et à la patience, pouvaient permettre d'entrevoir des lendemains meilleurs pour les quinze millions de Noirs de l'Afrique du Sud.

NIGERIA

Humphrey Wood a donné à la police du pays une formation irremplaçable

Ceux qui ont vu le film africain *Liberté* se souviendront sans doute de la magnifique séquence tournée sur la plage, là où deux leaders politiques se réconcilient avec, en fond sonore, le bruit du ressac de l'océan. On y voyait aussi un de ces longs bateaux typiquement africains, creusé dans quelque énorme tronc d'un arbre tropical, qu'utilisent encore aujourd'hui les pêcheurs du golfe du Bénin.

Récemment, un Anglais de 67 ans vint bavarder sur cette plage, non loin de Lagos, avec des pêcheurs qui halaient leur bateau. Il connaissait ces hommes, il les respectait et croyait à l'importance de leur travail. « L'homme ordinaire, aimait à répéter cet Anglais, Humphrey Wood, peut faire des choses extraordinaires. »

Né dans une famille bourgeoise — son père était propriétaire de mines — Humphrey Wood renonça à suivre « la filière » qui s'ouvrait toute tracée devant lui, et décida de consacrer toutes ses énergies au développement du Réarmement moral. Ce fils d'industriel s'en alla vivre de longues années dans l'East End de Londres, parmi les moins privilégiés ; puis il partit pour l'Afrique.

Une semaine avant cette promenade le long du rivage, le médecin avait averti Humphrey Wood qu'il souffrait de troubles cardiaques et qu'il ferait mieux de rentrer dans son pays, de vivre dans des conditions plus confortables que celles de la chaleur humide de Lagos. « Cela ne me ferait rien de mourir en Afrique », fut sa réponse.

Remarquant une personne étendue au soleil trop longtemps sans bouger, une famille allemande qui picniquait aux alentours s'approcha et transporta Humphrey Wood sans connaissance à l'hôpital ; il mourut dans l'auto.

Des six porteurs des cordons du poêle, cinq étaient des Nigériens : un commissaire de police, deux secrétaires syndicaux, un apprenti mécanicien et l'entraîneur adjoint de l'équipe nationale de natation.

La police nigérienne mit à disposition une Land-Rover toute neuve pour transporter le cercueil. Humphrey Wood, en effet, avait consacré les dernières années de sa vie à organiser et à diriger des cours de formation civique et morale pour la police du pays : comment susciter l'unité entre adversaires politiques ? comment montrer le droit chemin ? comment résister à la corruption et de quelle manière lutter pour l'éliminer, tels étaient quelques-uns des thèmes qu'il aborda franchement pendant les vingt cours qu'il donna. Humphrey Wood a fait là un travail obscur, loin de la publicité de certaines organisations qui se disent charitables, mais combien indispensable pour la reconstruction du pays. Car, en fait, c'est la police du Nigeria qui a été chargée de toutes les missions les plus délicates depuis la fin des hostilités dans l'ancien Biafra : le retour des réfugiés sur leurs terres, la reconstruction des zones dévastées et la réconciliation entre ceux qui, hier encore, s'entretuaient.

Dans ses cours, M. Wood a largement utilisé le potentiel de réflexion que proposent les films tournés sous les auspices du Réarmement moral : *Liberté*, *Le Feu de l'Ouragan*, *M. Brown descend de la Colline*. Le commandant de l'Ecole de gendarmerie d'Ikeja, écrivait à M^{me} Wood : « On ne peut sous-estimer la valeur de ces films pour inculquer chez nos élèves, et chez nos professeurs, des attitudes de rectitude morale, qui tiennent compte du respect du prochain. »

Les responsables de la police du Nigeria — qui ont connu le Réarmement moral en action au Congo-Kinshasa lors des troubles qui secouèrent les premières années de la jeune République — ont eu le courage de lancer ce programme de formation et de l'appuyer fermement. Ils s'en félicitent aujourd'hui. Ils ont trouvé en Humphrey Wood un homme disponible dans son humilité, prêt à travailler sans compter ni son temps ni sa peine.

Son œuvre, implantée dans la vie des hommes, portera encore des fruits par l'action de ceux qu'il a formés. L'un d'eux, simple gendarme dans une banlieue de Lagos écrivait : « Quand je suis rentré dans mon village pour mon congé annuel, je me suis tout de suite rendu compte que les choses allaient mal avec les gens du village voisin. J'ai mis en pratique ce que j'avais appris, demandant à Dieu de me diriger. Et nos deux villages ont oublié leurs différends : chacun s'est remis au travail. »

Qui dirige à Caux ?

Dans notre dernier article, il était question d'une hôtelière qui manifestait son étonnement quant à la façon dont le centre du Réarmement moral à Caux fonctionne. C'est surtout la question de savoir d'où viennent les ordres qui l'intriguait. Qui dirige à Caux ? Question posée non seulement par des hôteliers, mais par les personnes les plus diverses : directeurs d'entreprises, militants ouvriers, hommes politiques, étudiants — contestataires ou non — professeurs. Cela équivaut à se demander où se trouve l'autorité dans l'ensemble du Réarmement moral, car Caux n'existe qu'en fonction d'une action de portée mondiale.

Certains formulent leur question encore un peu différemment : « Qui dirige, depuis que l'initiateur du Réarmement moral, Frank Buchman, est mort ? »

Dans son livre *Caux, de la Belle Epoque au Réarmement moral* (Ed. La Baconnière) M. Philippe Mottu y répond par le récit suivant : « La dernière année de sa vie, Frank Buchman recevait à Caux la visite d'un homme d'Etat éminent. Ce dernier, après avoir rappelé certaines des réalisations remarquables de Buchman, ajouta : « Vous devez être fier de tout cela ! » Buchman répondit : « Ce n'est pas du tout ce que je ressens ; je n'y suis pour rien. Dieu fait tout. J'obéis et je fais ce qu'Il me dit ». Le ministre répondit : « Je ne peux accepter cela, vous avez fait vous-même de très grandes choses. » Buchman répliqua : « Je n'ai rien fait, ou plutôt, j'ai fait ce que des hommes comme vous auraient dû faire. J'ai cessé, il y a bien des années, de vouloir organiser les choses comme je l'entends, avec mes idées personnelles. Je me suis mis à écouter Dieu et à Le laisser agir à Sa guise en toutes choses. Si vous autres faisiez cela, vous arriveriez aux solutions, au lieu de vous trouver, toute votre vie, vaincus par les problèmes que vous avez vous-même créés. »

Le souvenir de Frank Buchman est certes resté très vivant à Caux, mais ce qui se maintient avant tout et se propage, c'est le « secret » qu'il a su transmettre et qui est à la base de toute l'action du Réarmement moral dans le monde : *Quand l'homme écoute, Dieu parle ; quand l'homme obéit, Dieu agit.*

Ce qui accroît peut-être la curiosité, c'est de voir fonctionner un établissement de quelque 850 lits sur cette base, et sans directeur. Cela frappe d'autant plus que chacun peut imaginer l'organisation et le travail que nécessitent une telle entreprise.

La façon dont se fait la cuisine, par exemple, est caractéristique. Là non plus : pas de chef de cuisine, mais une équipe de jeunes femmes qui ont acquis, au cours des années, une grande expérience. C'est ensemble qu'elles préparent les menus pour les conférences. De nombreuses femmes et jeunes filles les rejoignent lorsque les hôtels se remplissent. Parmi elles : des mères de famille, des étudiantes, des institutrices, des écolières venant de différents pays et continents.

« Ce qui compte avant tout, nous dit une des cuisinières responsables, c'est de savoir

que nous sommes toutes engagées dans une lutte qui mène à la transformation du monde. C'est dans cette perspective que nous faisons n'importe quel travail. Cela nous incite à donner le meilleur de nous-mêmes, et à vouer toute notre attention à la tâche qui nous est confiée, quelle qu'elle soit. Avant de nous mettre à la préparation d'un repas, nous prenons ensemble, le temps de réfléchir. Nous étudions le menu, nous faisons la revue des hôtes présents à la conférence afin de savoir pour qui nous allons faire la cuisine, puis

nous faisons un moment de silence. Ensuite, chacune a l'occasion de dire ce qu'elle a pensé entreprendre, et de quelle partie du menu elle veut être responsable. Nous profitons aussi de ce moment pour dire ce qui nous tient à cœur, et pour être honnête les unes avec les autres, car il est essentiel que nos relations personnelles soient claires, qu'il n'y ait pas de jalousies, de rancunes ou de critiques inexprimées. Nous nous mettons ainsi au travail, libres et unies, ce qui décuple les énergies !

(Suite en dernière page)

Nouveautés
Elégance
Qualité

lausanne
genève
neuchâtel
fribourg
chaux-de-fonds
basel

mt
MODE

la maison du tricot sa



Notre affaire, Mesdames (fin)

Personne ne s'érige en « expert ». Une jeune fille d'Afrique du Sud, arrivée récemment, très peu formée en matière culinaire, fit une suggestion à laquelle je n'aurais jamais pensé moi-même, mais qui s'est avérée très valable. Je ne trouve pas facile d'accepter que d'autres, plus jeunes, et sans beaucoup d'expérience, aient parfois de meilleures idées que moi ! Mais je sais que c'est la condition d'un rendement efficace. »

Ce qui est vrai pour la cuisine l'est également pour la marche de toute la maison ! « Le fait qu'il n'y ait personne qui dirige permet à chacun, quel qu'il soit, de dire ses pensées,

et d'être écouté, nous dit un jeune homme. Chacun peut, ainsi, prendre les initiatives qui feront avancer le tout. »

« Pour qu'il n'y ait pas besoin de quelqu'un qui dirige, nous dit une mère de famille, il est indispensable que chacun se sente entièrement responsable de l'ensemble, et pense constamment à mettre en valeur ceux avec qui il travaille. »

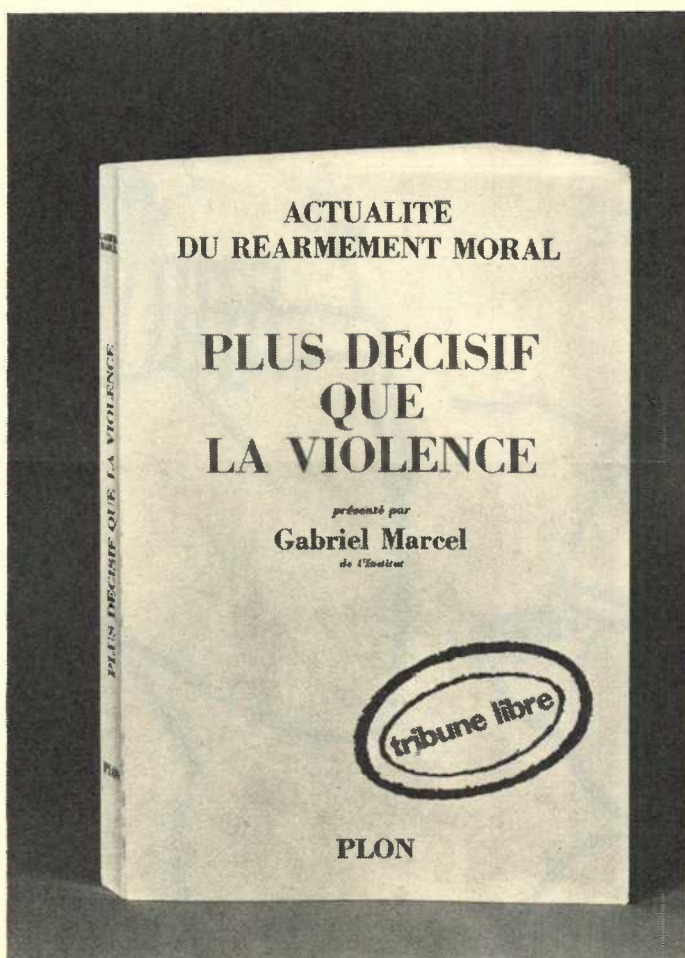
On entend fréquemment dire : qui paie commande ! Voyons un peu ce qui en est auprès de ceux qui sont chargés des achats de marchandises à Caux : « Nous savons que l'argent qui nous est confié provient de sacrifices de nombreuses personnes. C'est pourquoi nous considérons chaque centime que nous dépensons comme s'il sortait de notre propre poche, et nous veillons à ce que l'argent soit

dépensé de manière à la fois économique et généreuse. »

Dans son introduction au livre *Changement d'Espérance*, le philosophe français Gabriel Marcel dit en parlant du Réarmement moral : « Nous n'avons pas à faire ici à une théologie, même rudimentaire, moins encore à une philosophie, mais bien à une expérience. »

Cela s'applique aussi à la question : *Qui dirige à Caux ?* En fin de compte, ce sont toujours ceux qui sont eux-mêmes venus voir et vivre cette expérience qui ont trouvé la meilleure réponse à cette question !

M.-Cl. B.



En vente en librairie

en France, dès le 2 juin
en Suisse, dès le 10 juin

Ce livre qui veut être une sorte de prolongement de *Un Changement d'Espérance*, rassemble sous la direction de Gabriel Marcel les signatures, entre autres, de M. Mohamed Masmoudi, ministre des affaires étrangères de Tunisie, de Rajmohan Gandhi, de Kathleen Vundla (Afrique du Sud), de M^{me} Irène Laure, de Maurice Mercier, etc.

Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur la publication de ce livre que nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs de réserver d'ores et déjà auprès de leur libraire.

Prix de vente en librairie : France Fr. 17.10
Suisse Fr. 16.65

2.931

SULZER
chauffage



climatisation

Sulzer Frères, Société Anonyme
Dép. Chauffage et Climatisation, Succursale de Lausanne
Avenue Dapples 54, 1002 Lausanne, Case Postale Gare, tél. 021/277411